



Bienvenue dans la newsletter de DCAF dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Sensibilisation de la société civile à la prolifération des ALPC

Du 6 au 7 mars, DCAF, en partenariat avec le Secrétariat permanent de la commission nationale du contrôle des armes (SP/CNCA), a organisé un atelier de sensibilisation sur la prolifération des armes légères et de petits calibres (ALPC) et les engins explosifs improvisés (EEI), à l'endroit des associations féminines, des femmes en situation de handicap et d'autres OSC partenaires, à Ouagadougou. La session à laquelle 29 femmes et deux hommes ont participé, a été organisée à la demande des femmes, qui ont exprimé leur volonté de participer à la lutte contre ce fléau. Elles souhaitent avoir les outils nécessaires afin de se protéger elles-mêmes, leur famille et leur communauté. Les femmes sont des actrices et des victimes des conflits armés et doivent donc aussi être informées et outillées. Grâce à l'appui de DCAF, des associations féminines collaborent avec la CNCA notamment en collectant des armes illicites dans leurs zones. Ces nouvelles synergies montrent l'efficacité de l'implication des femmes dans la gouvernance du secteur de sécurité.



Campagne de sensibilisation à la désinformation et aux discours de haine

DCAF a initié une campagne de sensibilisation au profit des journalistes, des web-activistes, des leaders associatifs, religieux et coutumiers des 13 régions du Burkina. Cette campagne déroulée en deux sessions a permis de sensibiliser ces acteurs à lutte contre la désinformation et les discours de haine dans les médias et sur les réseaux sociaux. Cette activité tire sa justification dans la prolifération des fake-news qui fragilise davantage le tissu social déjà affecté par la crise sécuritaire. Ces infox sont amplifiées par l'effet des réseaux sociaux, d'où la nécessité de sensibiliser et de responsabiliser les acteurs, qui à leur tour, seront des relais auprès de leurs communautés et auditoires respectifs. Tous les citoyens peuvent devenir, volontairement ou non, des acteurs de désinformation et de discours haineux, en partant de la production à la diffusion des messages. La première session, à laquelle 47 personnes dont 5 femmes ont participé, s'est déroulée à Tenkodogo du 8 au 10 avril. La seconde a été organisée à Bobo-Dioulasso du 28 au 30 avril et a vu la participation de 49 personnes dont 10 femmes.



Pilotage du module intégrité de la Police Nationale

Après la remise officielle du manuel en mars, DCAF accompagne la Direction de la formation continue de Police (DFC), dans la formation des policiers aux modules sur l'intégrité. La première session a eu lieu du 8 au 10 avril à Kaya et a regroupé 30 policiers dont cinq femmes. La seconde session s'est tenue à Bobo – Dioulasso du 28 au 30 avril avec une participation de 30 policiers dont six femmes. Les sessions pilotes ont permis de tester le manuel, déceler les insuffisances et d'y apporter des corrections avant de poursuivre sa diffusion. Après cette étape, DCAF effectuera des actions de suivi pour s'assurer de l'atteinte des objectifs puis laissera la DFC poursuivre pleinement les formations selon son calendrier. Les participants ont déjà manifesté leur satisfaction vis-à-vis de ces modules et souhaitent que les formations soient étendues à tous les commissariats de districts.



Atelier de sensibilisation sur les VBG, leurs conséquences et le rôle des forces de sécurité dans leur prévention et réponse

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, l'Association des femmes survivantes des violences basées sur le genre (AFSVBG) a organisé un atelier de sensibilisation sur le thème «les femmes survivantes des VBG mobilisées avec les forces de sécurité à travers les One Stop Centers » en collaboration avec DCAF. La journée a permis de sensibiliser la communauté sur les impacts psychologiques, sociaux et économiques des VBG, tout en informant les participantes sur le rôle des One Stop Centers dans la fourniture de services intégrés de soutien, de réhabilitation, et de justice pour les survivantes des VBG. Trois panels animés respectivement par les forces de sécurité (Police, Gendarmerie et Protection civile), les membres de l'AFSVBG et des participants ont créé des espaces pour échanger en profondeur sur la thématique. Plus de 300 personnes, majoritairement des femmes venant du District de Bamako, ont pris part à cette activité. La journée a attiré une variété d'acteur dont les autorités administratives, coutumières et religieuses locales, des représentants d'ONG et de partenaires internationaux ce qui montre l'importance dans la thématique.



Formation à la médiation communautaire

En 2024, DCAF a soutenu la création de l'Association des femmes survivantes de violence basée sur le genre (AFSVBG) qui accueille, accompagne, aide et oriente les victimes de VBG. Depuis des membres de l'AFSVBG ont commencé à intervenir dans le domaine de la médiation communautaire et intrafamiliale. Afin de soutenir l'association dans ces efforts, une formation à la médiation communautaire a été organisée au bénéfice de 11 de ses membres, toutes des femmes. La formation s'est focalisée sur la transformation des conflits, ainsi que sur les techniques de négociation, de communication et de médiation. En intervenant avant que les conflits interpersonnels n'escaladent, l'AFSVBG participe à la réduction du niveau de violence au sein de leurs communautés. De plus, la visibilité des survivantes de l'association dans leur rôle de médiatrice contribue à réduire la stigmatisation des victimes de VBG et à renforcer la confiance en soi des survivantes.



Elaboration du plan d'action genre de la Protection Civile

En 2024, DCAF a accompagné la Protection Civile dans la conduite d'une auto-évaluation de la prise en compte du genre en son sein. Suite à ce diagnostic, la Direction Générale de la Protection Civile a organisé, du 22 au 26 avril et en collaboration, un atelier consacré à l'élaboration du plan d'action répondant aux défis identifiés. Les chefs de service, les sous-directeurs et les représentants des différentes directions régionales de la Protection Civile formaient le groupe de 24 personnes, dont neuf femmes, chargé d'élaborer le plan. Selon le représentant du Directeur Général de la Protection Civile, cette initiative vise à concevoir un plan d'action exemplaire, intégrant les aspirations de l'ensemble du personnel de la Protection Civile. « Une problématique portée depuis des décennies trouve enfin un chemin d'espoir », a-t-il déclaré. Il a remercié le DCAF pour son engagement depuis les premières étapes jusqu'à ce stade avancé du processus. L'atelier a permis de produire une analyse contextuelle liée au plan genre, un résumé des principaux résultats de l'étude sur les conditions de travail et les

NIGER



Session du cadre de concertation du projet MAV-DH sur les mécanismes de durabilité

Depuis janvier 2024, DCAF appuie à la mise en place d'un dispositif de monitoring des cas d'abus et de violations des droits humains (MAV-DH) dans la région de Tahoua. Ce mécanisme permet d'assurer la collecte de données sur les incidents sécuritaires, les violations de droits humains et les VBG grâce à des relais communautaires. Ces informations sont ensuite analysées au sein d'un cadre consultatif régional réunissant tous les acteurs de la chaîne pénale, ce qui assure une réponse de l'État coordonnée et efficace face aux incidents relevés. Pour assurer la durabilité de l'initiative, une rencontre au premier mars a réuni 36 participants, dont 4 femmes, afin d'établir les mécanismes communaux de veille portés par des jeunes issus des organisations locales, sous la responsabilité des autorités. L'objectif : garantir une appropriation par les collectivités et une poursuite efficace de la collecte, du traitement et du suivi des données sur les incidents sécuritaires et violations des droits humains. Cette rencontre a permis de proposer un modèle local, définir les modalités régionales de suivi, et préciser les rôles des parties prenantes pour aboutir à une pérennisation du dispositif de monitoring des droits humains à Tahoua.



Facilitation du cadre de concertation sur les VBG qui implique les acteurs gérant les cas de VBG à Tahoua et à Maradi

Au Niger, les violences basées sur le genre (VBG) sont trop souvent ni signalées, ni traitées de manière adéquate, faute de mécanismes fiables de documentation et de coordination entre les acteurs. Pour répondre à ce déficit structurel, DCAF et SOS FEVVF ont organisé une formation de deux jours à l'attention de 32 acteurs clés à Tahoua du 29 au 30 avril. Ces ateliers visent à doter les OSC et autres intervenants de première ligne des

compétences nécessaires pour documenter rigoureusement les cas de VBG, accompagner efficacement les survivantes, et créer des passerelles fonctionnelles avec les services de sécurité et de justice. Mais au-delà de la formation, ce sont les dynamiques locales que l'on cherche à transformer. Car mieux documenter, c'est rendre visible l'invisible. C'est produire des données crédibles qui permettent d'interpeller les décideurs, d'ajuster les politiques publiques, et de garantir que chaque survivante soit prise au sérieux. C'est aussi créer une pression collective pour que l'impunité cesse d'être la norme. Ces ateliers sont donc un levier pour enclencher un changement systémique : une gouvernance de la sécurité plus inclusive, des OSC plus outillées pour jouer leur rôle de veille citoyenne, et une réponse aux VBG plus rapide, plus coordonnée, et centrée sur les besoins des survivantes.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)